

## TERMES DE REFERENCE

### GRUPE DE TRAVAIL SUR L'HABITAT, LA TERRE ET LA PROPRIETE (HTP)

#### Contexte et justification

Les violations du droit d'accès à un logement, à la terre et à la propriété occasionnent d'une part des violences et des déplacements forcés de personnes et sont une source de conflit récurrent en République Démocratique du Congo. D'autre part, elles constituent souvent l'un des obstacles au retour et à la réintégration des populations déplacées et réfugiées. Les retours engendrent eux aussi des conflits fonciers, qui mènent à des affrontements entre individus et communautés.

Les problématiques liées à l'accès au logement, à la terre et à la récupération des biens des personnes déplacées et réfugiées, a été au centre des crises politiques et économiques qui ont secoué la RDC pendant ces dernières décennies. Les disputes au tour de la terre et le problème de sécurisation des droits se pose toujours d'avantage avec acuité à la fois en milieu rural et urbain. Il en résulte une prolifération des conflits et des violences.

La perte du droit d'accès au logement, à la terre et aux biens affecte davantage la situation des personnes vulnérables, des femmes et des enfants réfugiés et déplacés, qui font face à des nombreux obstacles pour récupérer leurs biens à leur retour. Des problèmes de protection particuliers se posent pour les femmes.

En zone de conflit ou post conflit, notamment dans les provinces de l'Est de la RD Congo, les conflits fonciers constituent de réels obstacles à toute initiative de reconstruction et de cohésion sociale. Les revendications foncières résultant des fréquents mouvements de population insécurisent les droits d'exploitations. Les revendications pour la restitution des droits à la terre et au logement s'accompagnent souvent des séries de violence et de violation des droits de l'homme surtout dans les zones où la présence de l'Etat est encore faible, qui requiert des actions préventives et de protections des vulnérables.

D'un autre côté, les conflits fonciers constituent de réels obstacles au relèvement communautaire et à la relance des activités de production. L'absence de sécurité de tenure est une cause de l'aggravation de la sécurité alimentaire. Une étude conjointe conduite par le PAM et la FAO en 2011, a établi le lien entre l'insécurité alimentaire et l'émergence des conflits fonciers à l'Est de la RD Congo, pour les populations déplacées et retournées<sup>1</sup>.

Les conflits dans les aires protégées entre communautés locales et administration sont souvent à l'origine d'incidents de protection<sup>2</sup> (évacuations forcées, violence sexuelles, précarité alimentaire). Aussi dans les zones minières, les déguerpissements forcés et l'absence de mécanismes de concertation entre communautés et acquéreurs des licences minières, sont à l'origine de fréquentes violations des droits de l'homme.

Plusieurs catégories de personnes sont victimes d'incident de protection ou de violation de droits individuels ou collectifs résultant d'un manque de garantie des droits d'accès à la terre et à la propriété : déplacés internes, réfugiés, retournés, l'accès à la terre et à la propriété constituant un élément dissuasif à un retour durable, les populations locales. D'un autre côté les femmes et les enfants sont plus affectés avec un nombre plus important de femmes et d'enfant dans les camps de déplacés. Mais aussi en milieu traditionnel, le régime foncier et matrimonial demeure toujours discriminatoire envers ces catégories.

Ainsi, il est important de parer aux problèmes de l'accès au logement, à la terre et à la propriété dans un contexte humanitaire et de stabilisation pour plusieurs raisons : (i) faciliter les actions humanitaires en offrant l'opportunité d'accès au logement et à la terre qui assure une soupape de sécurité aux communautés et les protège contre les crimes et la précarité et surtout des violences sexuelles ; (ii) contribuer à la paix et à la stabilité par la prévention des conflits relatifs à la terre et au droit de propriété ; (iii) offrir des solutions durables pour minimiser les risques de déplacement

---

<sup>1</sup> Rapport d'Enquête Approfondie sur la sécurité alimentaire des ménages en situation d'urgence (EFSA) dans la Province du Nord Kivu, FAO, PAM, Octobre 2011.

<sup>2</sup> Les déguerpissements fréquents dans le Parc de Virunga et Kausi Biega respectivement dans le Nord Kivu et le Sud Kivu.

et de promouvoir les conditions d'un retour et d'une réintégration des personnes déplacées et des communautés locales ; (vi) améliorer les conditions de vie des populations car l'accès à la terre et au logement est le préalable à toute action de relèvement communautaire (création de revenu, activités de production, autosuffisance alimentaire...).

D'un point de vue politique la dimension est insuffisamment prise en compte par les autorités politiques dans les réponses apportées à la crise humanitaire en RD Congo en général. D'un point de vue législatif, un vide juridique est noté pour réglementer les droits de restitution des biens et des droits fonciers, pour les personnes déplacées dans les zones post conflits. Au niveau des Nations Unies les principes Pinheiro pour la restitution et la compensation des droits à la terre et au logement perdus suite à un conflit, constituent un corpus de référence en la matière, mais ils ne sont pas mis en œuvre dans le contexte de la RDC. Au niveau régional beaucoup de conventions régissant cette matière ne sont pas encore transposées à l'interne (Convention de Kampala, Convention des Grands Lacs sur les personnes déplacées).

Plusieurs acteurs humanitaires s'investissent maintenant dans la résolution des problèmes liés à l'accès au logement, à la terre et à l'habitat. Mais ces efforts nécessitent une certaine coordination et harmonisation. Un autre constat est que cette dimension est insuffisamment prise en compte dans les stratégies humanitaires et de relèvement communautaires dans les zones post-conflit en RD Congo malgré son importance.

L'intégration de la question de l'accès à la terre, au logement et à la propriété dans la stratégie du cluster protection est souhaitée pour développer une compréhension commune entre les acteurs humanitaires et de développement et réfléchir sur des solutions concertées en vue d'alimenter la planification stratégique.

#### **Objectifs Généraux :**

1. Servir de forum de partage d'information et de coordination, dans lequel l'information sur les problématiques relatives au foncier, à l'habitat et à la propriété, est présentée, partagée et discutée afin d'assurer une vision et une compréhension commune des problématiques, des lacunes et des réponses à apporter, et d'éviter la duplication des efforts ;
2. Servir de forum de développement et de partage des stratégies de protection et de plaidoyer se rapportant au foncier, à l'habitat et à la propriété dans tous ses aspects.

#### **Objectifs Spécifiques :**

1. Porter au niveau national à partir des provinces, les informations relatives aux questions de l'habitat, des terres et de la propriété pour une meilleure compréhension et prise en compte de la problématique des HTP dans les programmes de planification stratégiques;
2. Développer des stratégies de plaidoyer pour les violations des droits à l'habitat, à la terre et à la propriété et juguler aussi les conséquences liées à la protection ;
3. Mettre un accent particulier sur les droits d'accès des femmes à la terre et à la propriété ;
4. Assurer la liaison au niveau national entre les acteurs humanitaires concernés par la thématique et la structure nationale de coordination du gouvernement, et autres acteurs concernés (ONG, Société Civile, Agences des Nations Unies, groupes de recherche), à fin d'amoinrir les incidents de protection et de promouvoir des principes d'accès équitable au logement, à la terre et à la propriété ;

5. Echanger des informations, des outils, des approches et données entre acteurs travaillant sur la question de l'accès à HTP au niveau national ;
6. Renforcer les capacités des membres du cluster protection dans le domaine du HTP ;
7. Faire des analyses et des études de l'impact du problème de HTP sur la protection et sur d'autres aspects humanitaires et de relèvement communautaire ;
8. Rechercher les ressources destinées à des projets de réponse rapide aux questions de protection liées à la problématique foncière et à la propriété, et au droit au logement.

**Résultats Attendus :**

1. Un groupe de travail sur les conflits fonciers est créé et est fonctionnel au sein du Cluster Protection au niveau National ;
2. Le groupe de travail permet de partager les informations sur les questions foncières et contribue au plaidoyer et à l'effort de réduction des conflits fonciers en RDC ;
3. Le groupe de travail participe à travers le cluster protection à l'élaboration et à la mise en œuvre des décisions relatives au HTP au niveau National.

**Méthodologie :**

Le groupe de travail doit définir une stratégie qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie globale du Cluster protection. Il doit aussi établir un plan de travail

Le Groupe de travail se réunira une fois par mois. La date sera fixée par ses membres. Les réunions du Groupe de travail seront présidées par UN Habitat qui assure aussi le secrétariat.

Le HTP reporte au Cluster Protection National.

**Membres:**

Le groupe de travail est composé des membres du Cluster Protection travaillant sur la problématique de l'Habitat, du foncier et de la propriété. Les membres d'autres clusters concernés peuvent bien prendre part au groupe de travail. Il peut être élargi à certaines structures gouvernementales comme le Ministère des Affaires Foncières, le Ministère des Affaires Humanitaires et sociales, le Ministère de l'Habitat et du Logement.